

Des rapports stables et justes pour un développement économique harmonieux

L'objectif des politiques économique et de croissance est de permettre à la population suisse d'atteindre le plus haut niveau de satisfaction possible. C'est le cas lorsque celle-ci occupe des emplois sûrs rémunérés par des salaires corrects et qu'elle est assurée d'être approvisionnée en marchandises et services à des prix raisonnables. Le fait est que ces dernières années, l'insécurité a progressé et que la répartition des revenus s'est détériorée. La situation financière de nombreux foyers est difficile: 26% de ceux qui ont des enfants ne sont, ainsi, pas assez préparés financièrement en cas d'événement imprévu – comme des soins dentaires –, alors que la Suisse est un des pays les plus riches.



Daniel Lampart
Premier secrétaire
et économiste en
chef de l'Union syndicale
suisse USS

Les hauts revenus et les grandes fortunes sont les grands gagnants de ces dernières années. Leurs rémunérations ont bien plus augmenté que pour l'ensemble de la population, alors que leurs impôts diminuaient. Les faibles et moyens revenus n'ont, en revanche, guère progressé. Les primes d'assurance maladie, déjà élevées, ont continué de peser, tandis que le coût du logement augmentait et que la garde des enfants restait toujours aussi chère.

Le problème n'est donc pas la faiblesse de la productivité du travail, comme le dit et le déplore constamment la Confédération dans ses analyses et rapports sur la croissance, mais bien la répartition. Ce ne peut d'ailleurs pas être le problème, car la réflexion se fait au niveau de la productivité agrégée, ce qui est contestable au plan économique, surtout pour une économie fortement développée et innovante. Une telle manière de voir conduirait à penser que les investissements en recherche et développement qui entrent dans la production affaiblissent fortement la productivité du travail en Suisse.

La politique de libéralisation a échoué

L'insécurité économique progresse partout dans le monde. Depuis que la crise financière a éclaté en 2007, l'ensemble du système financier est devenu instable et dépend des mesures de stabilisation de l'État. Les coûts économiques sont élevés. Nous payons aujourd'hui en partie la politique de dérégulation des marchés financiers.

La politique de libéralisation des services publics, qui a eu lieu dans les années nonante, a échoué dans de nombreux domaines. Il existe des cas où la position dominante de Swisscom n'est guère régulée, comme la téléphonie mobile, ce qui renchérit les prix. Dans la fibre optique, l'évolution semble hors de contrôle. L'ouverture du marché de l'électricité a, entretemps, subi un flot de critiques, car en dépit de promesses, elle ne s'est notamment accompagnée d'aucune baisse des prix. Les capacités des transports publics se heurtent à leurs limites, ce qui ne peut satisfaire ni l'économie ni la politique de l'environnement. Les plus grands dommages en ce dernier domaine proviennent des transports routiers privés.

La stabilité économique doit avoir la priorité des politiques

Les politiques économique et de croissance doivent s'acquitter de plusieurs tâches importantes:

1. La Banque nationale doit régler la question du *franc surévalué* et, avec l'aide de la Confédération, ramener rapidement son cours à 1,40 pour un euro.
2. La Confédération doit engager sa responsabilité, afin de lutter contre l'*engorgement des transports publics*.
3. Les pouvoirs publics doivent plus fortement s'engager pour que le nombre d'*appartements à loyer abordable* suivent la croissance de la population.
4. L'*approvisionnement en télécommunication et en électricité* a besoin d'une réglementation ex-ante beaucoup plus stricte.
5. La *politique de la santé* attend depuis trop longtemps un financement équitable. Il faut *modérer la croissance des coûts* en planifiant surtout l'offre.
6. Les *mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes* sont le seul instrument susceptible d'encadrer les migrations de travailleurs. Elles leur permettent de toucher des salaires suisses en Suisse et les soumet aux conditions de travail du pays. La Confédération et les cantons doivent en assurer une application conséquente, afin que les travailleurs autochtones ne soient pas pénalisés par l'ouverture du marché de l'emploi.
7. La *politique fiscale doit faire preuve d'efficacité*. Les baisses d'impôt pour les entreprises et les actionnaires sont de l'argent mal investi, car ceux-ci jouissent déjà d'une faible imposition et n'ont pas besoin de nouveaux allègements.
8. L'argent doit être utilisé pour baisser les *primes des caisses-maladie* et pour financer la *garde extrafamiliale des enfants*.

Conclusion

C'est toute la population qui doit profiter de la croissance économique, pas seulement les privilégiés. Si le monde politique adhère à ce principe, une telle croissance ne sera pas seulement équitable, elle gagnera aussi en stabilité. ■